

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### Mairie d'Hébécourt

#### *Objet du marché*

Marché de conception réalisation pour la création d'un lotissement et construction de 12 pavillons à usage locatif

**Marché passé selon la procédure en application définie aux articles 37,69 et 246 du Code des Marchés Publics**

#### Assistant à Maîtrise d'ouvrage :

Assister, Concevoir, Piloter

61 ter rue Saint Joseph  
60200 Compiègne

Tel : 03.44.40.98.72 / Fax 09.72.22.05.56

Mail : [aep@aep-vrd.com](mailto:aep@aep-vrd.com)

SARL au Capital de 10000€-RCS Compiègne  
B489072611

#### Maître d'ouvrage :

Mairie d'Hébécourt

4, Place de la Mairie  
27150 Hébecourt

Tel : 02 32 55 53 09

Fax : 09 81 69 53 09

# **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

## **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

Maître de l'ouvrage

**Mairie d'Hébécourt**

Objet du marché

Marché de conception réalisation pour la création d'un lotissement et construction de 12 pavillons à usage locatif

Remise des offres

Date limite de réception : **21/11/2016 14h00**

# Cahier des Clauses Administratives Particulières

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>5</b>
1-1. OBJET DU MARCHÉ - DOMICILE DU TITULAIRE	5
1-2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	5
1-3. INTERVENANTS	5
1-4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE - OBLIGATION DE DISCRETION	6
1-5. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT	6
1-6. DISPOSITIONS GENERALES	6
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>7</b>
2.1. PIECES PARTICULIERES :	7
2.2. PIECES GENERALES :	8
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>8</b>
3-1. TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)	8
3-2. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE	8
3-3. VARIATION DANS LES PRIX	10
3-4. PAIEMENT DES COITRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	11
<b>ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES</b>	<b>12</b>
4-1. DELAI DE REALISATION	12
4-2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	12
4-3. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION - PRIMES D'AVANCE	12
4-4. PENALITES ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXECUTION	12
4-5. RESILIATION POUR INEXACTITUDE DES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES 45 ET 46 DU CMP	13
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>13</b>
5-1. RETENUE DE GARANTIE	13
5-2. AVANCE FORFAITAIRE	13
5-3. AVANCE FACULTATIVE	14

<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>14</b>
6-1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.	14
6-2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT	14
6-3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	14
6-4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE.	14
<b>ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>14</b>
7-1. PIQUETAGE GENERAL	14
7-2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	15
<b>ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>15</b>
8-1. PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	15
8-2. ETUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES	15
8-3. ECHANTILLONS - NOTICES TECHNIQUES - PROCES VERBAL D'AGREMENT	15
8-4. INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	15
8-5. SUIETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE	16
<b>ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX</b>	<b>17</b>
9-1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	17
9-2. RECEPTION	17
9-3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE	17
9-4. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	17
9-5. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	17
<b>LE TITULAIRE REMET AU MAITRE D'ŒUVRE, EN 3 EXEMPLAIRES DONT UN REPRODUCTIBLE :</b>	<b>17</b>
9-6. DELAI DE GARANTIE	17

# Cahier des Clauses Administratives Particulières

## ARTICLE PREMIER : OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

### 1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire

Marché de conception / réalisation pour la création d'un lotissement et 12 maisons à usage locatif chemin des Cornouillers.

L'objectif des ouvrages à réaliser sont indiquées dans le Cahier des charges.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie d'Hébécourt jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

### 1-2. Décomposition en tranches et en lots

Sans objet.

### 1-3. Intervenants

#### 1-3.1. Mandataire du maître de l'ouvrage

Sans objet.

#### 1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article 114 1° du CMP :

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (1° de l'article 114 du Code des Marchés Publics) ;

Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail (3.c de l'article 45 du Code des Marchés Publics) ;

Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références) ;

L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3 ci après.

#### 1-3.3. Conduite d'opération

ACP

61 ter rue Saint Joseph

60200 Compiègne

Tel : 03.44.40.98.72 / Fax 09.72.22.05.56

#### 1-3.5. Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par l'entreprise qui produira au maître d'ouvrage et son assistant (ACP) tous les rapports de contrôle nécessaires pour garantir le bon fonctionnement de l'ouvrage et sa pérennité.

Par ailleurs le maître d'ouvrage se réserve le droit de mettre en place un contrôle extérieur complémentaire.

#### 1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La présente opération est soumise à une mission de coordination S.P.S. de niveau 2. Le coordonnateur n'est à ce jour pas désigné.

#### 1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

)

Mission OPC non attribuée.

#### 1-3.8. Autres intervenants

Sans objet.

#### 1-4. Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion

##### 1-4.1. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet

##### 1-4.2. Obligation de discrétion

Sans objet.

#### 1-5. Contrôle des prix de revient

Sans objet.

#### 1-6. Dispositions générales

##### 1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

##### 1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en Euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... Ayant pour objet .....  
Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.  
Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article 3-4.2 du présent CCAP.  
Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

#### 1-6.3. Assurances

##### Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

##### Assurance et responsabilité civile pendant et après travaux

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Par dérogation à l'article 4.3 du CCAG, leurs polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

- Pendant les travaux :

Dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre,

Dommages matériels et immatériels : 750 000,00 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 € ;

- Après les travaux :

Tous dommages confondus : 1 500 000,00 € dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 €

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### 2.1 Pièces particulières :

- **L'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- **Le présent CCAP** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- **Le Cahier des Charges** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,

## 2.2 Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

## ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

### 3-1. Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet

### 3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

#### 3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :

En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant l'évacuation, conformément au Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Evacuation des Déchets (SOSED), qui sera proposé par l'entrepreneur conformément à la réglementation en vigueur.

En tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- Travaux sous circulation,
- Maintien des accès riverains,
- Dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la garantie de parfait achèvement,

#### 3-2.2. Outre les facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après,

Le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

#### 3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

#### 3-2.4. Sous détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

#### 3-2.5. Le règlement des travaux en régie sera effectué en prenant en considération dans les décomptes :

Pour la main-d'œuvre mise à la disposition du maître d'œuvre par le titulaire :  
Les salaires majorés de 111 % ;

les indemnités de panier et de petits déplacements ainsi que les primes de transport majorées de 88 % ;

Les indemnités de grands déplacements majorées de 6 % ;

Pour les fournitures, leurs prix d'achat hors-taxa majorés de 11 % ;

Pour les locations de matériels déjà présents sur le chantier, les sommes résultant des locations journalières en jours ouvrés seront proposées par les entreprises et négociées avec le maître d'œuvre. Celles-ci pourront établir leurs prix à partir des barèmes des loueurs locaux de matériel, ou bien à partir de diverses méthodes de détermination des charges d'emploi (la méthode analytique de prix établie par le Service des Etudes Techniques des Routes et Autoroutes, la méthode 86 de la Fédération Nationale des Travaux Publics, etc.).

Les coefficients majorateurs ci-dessus sont réputés tenir compte des charges accessoires aux salaires, des frais généraux, ainsi que des impôts et taxes autres que la TVA.

L'obligation pour le titulaire d'exécuter des travaux en régie cesse lorsque le montant total des droits à remboursement atteint 3 % montant du marché.

**3-2.6.** Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le titulaire qui adressera son projet de décompte au Maître d'Oeuvre qui le vérifiera sous 10 jours, et soit l'envoi au maître d'ouvrage, avec le certificat pour paiement, soit le retour à l'entrepreneur pour modification ou correction

#### A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre une situation mensuelle assortie du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs ; il y est joint éventuellement, toutes indications nécessaires touchant aux travaux en régie ou aux approvisionnements. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

La situation mensuelle établie par le titulaire est acceptée ou rectifiée par le maître d'œuvre qui la transmet au Maître d'Ouvrage avec le certificat pour paiement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte et le décompte.

#### B. Décompte final

Suite à la notification de la décision de réception, le titulaire adresse, un projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Ce projet de décompte final mentionné au CCAG produit les mêmes effets que le décompte final.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Oeuvre établit l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

#### 3-2.7. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux applicable est le taux marginal de refinancement de la banque centrale européenne augmenté de sept points.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général et définitif par le titulaire.

Il est dérogé à la totalité des articles 11.7, 13.231, 13.431 et 13.54 du CCAG et fait application de l'article 96 du CMP.

Pour l'application de l'article 13.511, le terme « paiement » est substitué à celui de « mandatement ».

#### 3-2.8. Approvisionnements

Sans objet.

#### 3-2.9. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Cahier des clauses administratives particulières

(\*) Non applicable conformément au CCMI signé entre les deux parties.



### 3-3. Variation dans les prix (\*)

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

#### 3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### 3-3.3. Choix des index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

Index	Désignation
BT01	Bâtiment tous corps d'état
TP09	Fabrication et mise en œuvre des enrobés
Ing	Ingénierie

Les primes, pénalités, retenues et indemnités sont révisées avec le premier index défini dans la liste ci-dessus

Ces index sont publiés :

- au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Équipement
- au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation, et de la Répression des Fraudes (BOCCRF)

#### 3-3.4. Modalités d'actualisation des prix

Le coefficient d'actualisation  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_{d-3}$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois ( $d - 3$ ) par l'index de référence  $I$ , sous réserve que le mois  $d$  du début d'exécution du marché (ou des tranches de travaux dans le cas d'un marché à tranches conditionnelles) soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Pour la mise en œuvre de cette formule et par dérogation à l'article 11.6 du CCAG, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

#### 3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

#### 3-4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

##### 3-4.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé à l'entrepreneur titulaire et éventuellement aux sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et éventuellement aux sous-traitants.

##### 3-4.2. Modalités de paiement direct par virements

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

## ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

### 4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### 4-2. Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation au second alinéa de l'article 19.22 du CCAG, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou de retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

### 4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

#### 4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### 4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

#### 4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

### 4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

#### 4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### 4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à 200,00 €.

#### 4-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

Au cas où l'opération nécessiterait l'intervention d'un coordonnateur SPS, les entreprises sont tenues d'assister aux réunions organisées par le coordonnateur S.P.S et de prendre en compte les observations formulées par celui-ci.

#### 4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les compte-rendu de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre en accord avec le Maître d'ouvrage.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité fixée à 200,00 €.

#### 4-4.5. Autres pénalités diverses

Les pénalités suivantes pourront également être imposées à l'entreprise :

- 300 € par jour pour non nettoyage de la chaussée et de ses abords,
- 200 € par jour pour non maintien de la signalisation temporaire de chantier,
- 150 € par véhicule sur le chantier non équipé de gyrophare ou équipé mais éteints,
- 150 € pour tout personnel de l'entreprise ne portant pas de casque et de baudrier,
- 100 € utilisation du téléphone portable pendant la réunion de chantier.
- une pénalité de 300 € sera imposée à l'entrepreneur pour chaque infraction relevée par le maître d'œuvre concernant la sécurité du chantier ou une entrave à la circulation publique.

Ses pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, leur montant n'est pas limité.

#### 4-5. Résiliation pour inexactitude des renseignements prévus aux articles 45 et 46 du CMP

En cas d'inexactitude des renseignements prévu au 2°), aux b et c du 3°) de l'article 45 et au I de l'article 46 du CMP, la PRM appliquera aux frais et risques du déclarant les sanctions suivantes :

a) La reprise en régie des prestations prévues au marché :

ou

b) La résiliation du marché, suivie ou non de la passation d'un autre marché.

Les excédents de dépenses résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### 5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Par dérogation à l'article 4-2 du CCAG, elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

### 5-2. Avance forfaitaire

Une avance forfaitaire est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 11.6 4ème paragraphe du CCAG, le montant de l'avance forfaitaire n'est pas affecté par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Son montant est égal à 5 % du montant, toutes taxes comprises, des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois après la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le paiement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.7 ci-dessus, compté à partir de cette date.

Le remboursement de l'avance forfaitaire, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement de l'avance forfaitaire est pris en compte après les postes a b définis à l'article 13-21 du CCAG.

Dans le cas où le montant prévisionnel des sommes à payer directement à un sous-traitants dépasse le seuil fixé à l'article 87 du CMP, une avance forfaitaire peut lui être versée. Le titulaire transmet immédiatement à la PRM la demande de versement émise par le sous-traitant.

### 5-3. Avance facultative

Sans objet.

## ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

### 6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

### 6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

### 6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un établissement agréé par le maître d'œuvre.

6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par un établissement agréé par le maître d'œuvre

### 6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

## ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

### 7-1. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, à ses frais, contrairement avec le maître d'œuvre, pour les ouvrages ci-après :

Bordures et caniveaux, pavés en chaîne, espaces en galets, regards d'assainissement des eaux pluviales et eaux usées à créer.

## 7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Canalisation principale et branchement des points de raccordement à l'existant.

# **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

## 8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La période de préparation est incluse dans la durée de réalisation du marché tel que prévue dans l'acte d'engagement.

Le titulaire doit dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires conformément à l'article 28.2 du CCAG et le soumettre au visa du maître d'œuvre dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.

## 8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

Ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont un sur calque ainsi que sur CD ROM au format DWG exploitable sous Autocad 2010.

## 8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

## 8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

### 8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

Un bureau pour le maître d'œuvre, cette construction étant éclairée, chauffée et équipée d'un téléphone et de mobilier (bureaux, chaises);

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

### 8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Aucune stipulation particulière.

### 8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier.

Les Installations de chantier seront conformes aux prescriptions du décret du 8 janvier 1965 et du code du travail.

### 8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

Mairie d'Hébécourt

4, Place de la Mairie

27150 Hébécourt

Tel : 02 32 55 53 09

Fax : 09 81 69 53 09

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

#### 8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

L'organisation du chantier devra permettre, en permanence, l'évacuation des eaux de ruissellement.

#### 8-4.6. Démolition de constructions

Aucune stipulation particulière.

#### 8-4.7. Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre

Aucune stipulation particulière.

#### 8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Les entrepreneurs seront responsables des dégradations causées par leurs engins sur les voies publiques.

#### 8-4.9. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Aucune stipulation particulière.

#### 8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Ces travaux étant réalisés dans l'enceinte d'un site en exploitation, le fonctionnement de ce dernier devra être maintenu, par ailleurs toutes les dégradations feront l'objet d'une réparation au frais de l'entrepreneur réalisée par ses soins ou à ses frais.

## ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

### 9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG sont exécutés à la charge de l'entreprise :

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

### 9.2. Réception

#### 9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### 9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### 9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### 9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

### 9-5. Documents fournis après exécution

**Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont un reproductible :**

- au plus tard le jour des opérations préalables à la réception : le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
- au plus tard lorsqu'il demande la réception : les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;
- dans les 2 mois suivant la réception : les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4 et complétés par la numérisation des plans de récolement sur CD ROM au format DWG exploitable Autocad. Les points de détail de voirie (tampons, regards, chambre de concessionnaires) seront référencés par rapport au point repère le plus proche dans le sens croissant de la chaussée.

### 9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Lu et approuvé

par l'entrepreneur soussigné

Le Maître d'Ouvrage

A la Basse le 11/11/2016  
  
16 Rue Jean Lagarrigue - Les Essarts  
76530 GRAND-COURONNE  
☎ 02 35 18 00 21 - Fax : 02 35 69 15 87  
SARL au Capital de 54 250 Euros- SIRET 422 966 463 00011

  
**EXTRACO CREATION**  
Siège Social : 16 av. Lagarrigue  
76530 LES ESSARTS  
Grand Couronne  
☎ : 02 35 67 20 76 - Fax 02 35 67 07 34  
SIRET 352 122 063 00022

